

Etat actuel de l'Union européenne

Avis

adopté par le Conseil Central (Amsterdam - juin 2004)

Le Conseil Central de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réuni à Amsterdam le 11 juin 2004, a procédé à un examen approfondi de l'état actuel de l'Union européenne. Il en a conclu que, si des éclaircies sont bien apparues dans le ciel européen après l'onde de choc des attentats de Madrid, le parcours de l'Union, au cours des prochains mois, reste jalonné d'échéances et de défis importants. Pour y faire face, le Conseil Central considère:

- ◇ qu'un accord politique sur le **projet de Constitution** reste souhaitable le 17 juin prochain, mais ne devrait en aucun cas se réaliser au détriment d'une gouvernance efficace de l'Union et de progrès vers son approfondissement. Il rappelle que le texte de compromis obtenu à la Convention représentait un minimum acceptable mais nécessaire et comportait des avancées importantes, notamment la procédure de vote au Conseil à la double majorité des pays et des populations, l'extension des décisions pouvant être prises à la majorité qualifiée, le renforcement du rôle du Parlement européen, une réaffirmation des principes de coopération renforcée, ainsi que l'élection du président du Conseil pour deux ans et demi et la nomination d'un ministre européen des affaires étrangères.

Or, les dernières réunions préparatoires au Conseil européen font apparaître des risques de recul par rapport au projet de la Convention (extension du vote à l'unanimité, par exemple en matière de politique extérieure et de sécurité, de coordination des politiques économiques ou de perspectives financières pluriannuelles) comportant de ce fait un danger de rupture par rapport à un équilibre difficilement accepté (dont l'exemple le plus évident est celui de la représentation des pays dans les organes de l'Union). Elles portent aussi en elles la menace d'une régression par rapport aux traités existants (par exemple dans le domaine de la politique commerciale et énergétique). Dans ces conditions, tout doit être tenté pour que de nouvelles concessions ou remises en cause du projet initial ne renforcent les arguments des partisans d'un refus pur et simple de la Constitution;

- ◇ que pour l'**adoption de cette Constitution**, il serait souhaitable - si une majorité de pays étaient favorables à la procédure référendaire - qu'une même question soit posée dans ces pays le même jour à l'ensemble de leurs citoyens. En outre, pour éviter que le vote négatif d'un seul ou d'une petite minorité de pays ne mette en échec l'entrée en vigueur de la Constitution dans tous les autres pays, après un délai raisonnable, il est primordial qu'une solution soit trouvée pour l'adoption et la mise en œuvre de cette Constitution, dans l'hypothèse où tous les états ne la ratifieraient pas, par exemple en considérant que la Constitution entre en vigueur dès le moment où une majorité importante de pays l'approuveraient ou encore, selon la proposition faite par le vice-président de la Convention M. Amato, au moyen de la conclusion par les pays qui l'auraient approuvée d'un nouveau traité ayant le même contenu;
- ◇ que vu les lacunes déjà prévisibles dans le projet actuel, particulièrement en matière de fonctionnement des institutions et de procédures décisionnelles efficaces, un **nouvel examen du texte** par une nouvelle Convention s'impose avant les élections de 2009, tenant compte des expériences qui auront été faites et de l'évolution des objectifs au cours des prochaines années.

- ◇ Le Conseil Central estime en outre qu'en matière de **gouvernance économique** il est urgent de porter remède au déficit de l'Union, et particulièrement de la zone euro dans l'Union. L'enjeu n'est pas de soustraire les politiques économiques aux responsabilités nationales, mais d'assurer une prise en charge plus efficace et plus visible de l'intérêt commun auquel elles sont tenues de se conformer. A cet effet, la Ligue publie, dans son Cahier Boël n°11, des propositions concrètes destinées, entre autres, à renforcer l'autorité de la Commission et de l'Eurogroupe ainsi qu'à rajeunir le "Pacte de Stabilité et de Croissance", en veillant à asseoir la discipline budgétaire non seulement sur des engagements nationaux renouvelés, mais aussi sur une capacité proactive de décision en commun.

- ◇ A propos des **élections au Parlement européen** et de la nécessité de mobiliser un nombre suffisant d'électeurs et leur donner une signification politique, le Conseil déplore qu'elles n'aient pu se faire, en général sur de véritables enjeux européens et se soient concentrées sur des préoccupations ou des luttes nationales malgré la découverte par les électeurs du rôle croissant de ce Parlement. A cet égard, la Ligue considère que l'information sur ce sujet et sur les affaires de l'Union incombe non seulement aux institutions communautaires mais aussi aux responsables politiques et aux médias dans chacun des pays membres. Elle s'engage pour sa part à continuer d'y contribuer activement avec l'aide de ses comités nationaux.
Le Conseil Central demande en outre, compte tenu de l'expérience acquise lors des élections qui viennent de se dérouler du 10 au 13 juin 2004, que ces élections aient lieu à l'avenir le même jour dans tous les pays de l'Union européenne.

- ◇ Pour ce qui est du **budget de l'Union**, le Conseil Central estime que l'Union élargie devrait disposer des moyens nécessaires pour réaliser les politiques de solidarité, en particulier à l'égard des nouveaux pays membres. Cela implique que les perspectives financières qui seront discutées à partir de novembre prochain avec la nouvelle Commission soient en mesure de concilier les attentes des pays en matière de politique agricole commune et de solidarité régionale, avec les priorités que constituent notamment les équipements en infrastructure ou environnementaux ainsi que les investissements nécessaires dans le domaine de la recherche, de la défense, de la sécurité et pour la relance de la "Stratégie de Lisbonne". Le Parlement européen aura, dans ce contexte, une responsabilité particulière.

- ◇ Le Conseil Central souhaite enfin que l'**achèvement de l'Union économique élargie** ne s'accompagne pas de craintes peu fondées quant à l'immigration à l'intérieur de l'Union européenne ni de mesures freinant excessivement les mouvements de population, et qu'il comporte en outre des progrès dans les secteurs de la défense et de la politique étrangère, qui seraient de nature à donner à l'Union européenne une plus grande capacité à affirmer sa place dans le Monde.
